Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 28 (2012)

Artikel: La grève comme phénomène "anti-suisse" : xénophobie et théories du complot dans les discours anti-grévistes (19e et 20e siècles)

Autor: Koller, Christian

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520245

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La grève comme phénomène «anti-suisse»: xénophobie et théories du complot dans les discours anti-grévistes (19e et 20e siècles)

Christian Koller

En 1962, lors du 25e anniversaire de la conclusion de la paix du travail dans la métallurgie suisse, Ernst Wüthrich, président de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) a défini cet accord comme étant «une sorte de pacte de l'économie suisse»[1]. En le comparant ainsi avec les pactes fédéraux qui avaient été élevés au rang de mythe dans le cadre de la politique commémorative de la défense nationale spirituelle[2], il définissait la paix du travail comme faisant partie intégrante de l'identité suisse, désignant a contrario la grève comme un phénomène étranger. Cette façon de penser n'était pas nouvelle. En 1906, l'organe conservateur zurichois *Freitagszeitung* avait ainsi déjà affirmé que l'emprise des grévistes immigrés n'était «pas moins pesante pour nous [...] que celle des baillis étrangers pour nos ancêtres»[3].

Le but de cet article est d'analyser sur une longue période les déclarations des anti-grévistes qui considéraient la grève comme un mouvement «anti-suisse» et de voir comment ils ont contribué à élever au rang de mythe la paix du travail. Ces discours seront situés dans leurs contextes sociaux, politiques, économiques et culturels, ce qui permettra de reconstituer à la fois les facteurs qui les ont influencés et leurs effets sur les relations industrielles et au-delà.

1 *Neue Zürcher Zeitung,* 18.7.1962.

2 Cf. Guy P. Marchal, «Das Bundesbriefarchiv als Zeitmaschine: Eine Betrachtung zum historischen Wissen», in: Josef Wiget, ed., *Die Entstehung der Schweiz: Vom Bundesbrief zur nationalen Geschichtskultur des 20. Jahrhunderts,* Schwytz: Historischer Verein des Kantons Schwyz, 1999, pp. 147-160.

3 *Freitagszeitung,* 17.8.1906.

Du début des grèves industrielles jusqu'à la Première Guerre mondiale

Dès le début des grèves industrielles en Suisse, les discours anti-grévistes insistaient sur le fait que celles-ci représentaient un phénomène étranger au pays. En 1813 déjà, Gottlieb Hünerwadel, propriétaire d'une filature à Niederlenz, face à la démission collective de ses 150 ouvriers, a supposé que «l'instigateur» de cette action était un «étranger de la Forêt Noire»[4]. Dès les années 1860, le nombre des grèves augmenta. Plusieurs facteurs (dont l'immigration ouvrière et l'internationalisation des mouvements socialistes) entraînèrent l'internationalisation de quelques conflits sociaux importants[5], ce qui entraîna une augmentation notable des attaques xénophobes contre les travailleurs immigrés en grève et les leaders du mouvement ouvrier d'origine étrangère. L'idée que la grève contredisait profondément les valeurs patriotiques, républicaines et démocratiques de la Suisse se généralisait, de même que les théories du complot. La polémique contre les grévistes étrangers était déjà engagée lors des grandes grèves du bâtiment à Genève des années 1868 à 1870[6]. Les journaux bourgeois insistaient sur le fait que la plupart des grévistes étaient français[7], ou que, «parmi les pires des grévistes se trouvaient de nombreux meneurs allemands»[8]. Ils faisaient également remarquer que la grève était «une invention étrangère, qu'elle nous arrivait d'Angleterre où elle avait été inventée par des syndicats locaux»[9]. La xénophobie vis-à-vis des grévistes étrangers était telle que l'on cherchait même à légitimer la violence policière et militaire contre les ouvriers en grève.

4 Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier Zurich, *Le Mouvement ouvrier suisse, documents de 1800 à nos jours,* Genève, éd. Adversaires, 1975, p. 33.

5 Cf. Christian Koller, «Local Strikes as Transnational Events: Migration, Donations, and Organizational Cooperation in the Context of Strikes in Switzerland (1860–1914)», *Labour History Review* 74, 3 (2009), pp. 305-318.

6 Cf. sur ces grèves Ingrid Mazliah-Bogner et Marie-Louise Carrera, *Etude d'une grève: Aspects politiques et socio-économiques de la grève du bâtiment de 1868 à Genève,* Mémoire de licence, Université de Genève, 1970; Christian Koller, *Streikkultur: Performanzen und Diskurse des Arbeitskampfes im schweizerisch-österreichischen Vergleich (1860–1950),* Münster/Vienne: Lit, 2009, pp. 67-83.

7 *Der Bund,* 29.3.1868.

8 *Neue Zürcher Zeitung,* 14.4.1869.

9 «Diesjährige Arbeitseinstellung in Genf», *Schweizerische Zeitschrift für Gemeinnützigkeit* 7 (1868), pp. 320-322, ici p. 321.

Quand, en 1875, l'envoi des troupes militaires contre les grévistes italiens au Gothard causa des morts pour la première fois en Suisse, le *Journal de Genève* réagit ainsi: «Il est sans doute déplorable qu'il y ait eu du sang versé, mais ces étrangers auront du moins appris à leur dépens que la liberté suisse n'autorise pas de pareilles scènes [...]»[10].

Dans les années suivantes, les leaders des grèves et, plus généralement, du mouvement ouvrier étaient dénoncés comme «anti-suisses». Ainsi, en 1896, dans le contexte d'une grève à l'usine textile Henneberg à Zurich, les anti-grévistes reprochèrent son origine allemande à Robert Seidel, le rédacteur du journal socialiste *Arbeiterstimme*. Bien que naturalisé Suisse, il était traité de «grosse Schwäbikoner»[11], «grand Souabe», le terme «souabe» (Schwabe) étant un qualificatif utilisé péjorativement en Suisse alémanique pour désigner les Allemands en général. Le journal radical *Die Limmat* alla même jusqu'à demander si Seidel pouvait être considéré comme Suisse : «Monsieur Seidel pourra bien se draper cent fois dans son certificat de nationalité suisse, on lui fera remarquer mille fois que ses sentiments les plus intimes et sa manière de penser sont étrangers à notre peuple.»[12] Et, selon une annonce parue anonymement dans plusieurs journaux sous le titre «la mauvaise herbe étrangère», n'importe quel Suisse serait honteux de devoir considérer Seidel comme son compatriote: «il reste un étranger qui n'a pas de sang suisse. Un âne peut bien se déguiser en lion, il gardera toujours ses longues oreilles»[13]. L'explosion du nombre des grèves au cours la décennie précédant la Première Guerre mondiale[14] coïncidant avec les discours sur «l'emprise étrangère» résultant de l'affluence des ouvriers immigrés,

10 *Journal de Genève,* 3.8.1875. Cf. sur cette grève Tobias Kästli, *Der Streik der Tunnelarbeiter am Gotthard 1875: Quellen und Kommentar,* Bâle: Z-Verlag, 1975; Alexandra Binnenkade, *Sprengstoff: Der Streik der italienischen Gotthardtunnelarbeiter – Alltag und Konflikte im Eisenbahnerdorf Göschenen 1875,* mémoire de licence, Université de Bâle, 1996.

11 *Der Stadtbote,* 21.6.1896. Cf. sur cette grève Koller, *Streikkultur*, pp. 107-118.

12 *Die Limmat,* 22.6.1896.

13 *Tages-Anzeiger,* 22.6.1896; *Volksblatt*, 23.6.1896.

14 Cf. Hans Hirter, «Die Streiks in der Schweiz in den Jahren 1880–1914: Quantitative Streikanalyse», in: *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914: Soziale Lage, Organisation und Kämpfe von Arbeitern und Unternehmern, politische Organisationen und Sozialpolitik,* vol. II/2, Zurich: Chronos, 1988, pp. 837-1008; Koller, *Streikkultur*, pp. 48-50 et 131-179.

surtout en provenance des pays voisins[15], est à l'origine d'une forte augmentation des attaques xénophobes dans les discours anti-grévistes. Pendant l'été 1906, la *Neue Zürcher Zeitung* parlait d'*«Ausländerei»* (le terme est intraduisible, et signifie le penchant à imiter l'étranger, avec un sens péjoratif): «On la rencontre partout, dans la presse, dans les procédés tactiques: aucune trace d'enracinement suisse, tout n'est que copie de modèles étrangers.»[16] L'organe paysan *Zürcher Bauer* se ralliait aux stéréotypes anti-allemands traditionnels: «A peine un Souabe a-t-il partagé deux assiettées de soupe avec nous qu'il fait de grands discours et pense savoir mieux que nous ce qui nous convient.»[17] D'autres journaux parlaient de «racaille internationale», de «parasites étrangers» et «de brailleurs, d'agitateurs et d'étrangers fanatiques et hostiles» qui, selon eux, menaient les grèves[18].

Ces discours anti-grévistes faisaient souvent la distinction entre les socialistes, prétendument étrangers, et les ouvriers suisses. Selon le journal catholique *Neue Zürcher Nachrichten,* ce n'était pas «les travailleurs eux-mêmes [...] qui aggravaient les choses à ce point [...] mais des étrangers de toute sorte en provenance de tous les pays»[19], tandis que le *Zürcher Volksblatt,* organe de l'association populiste de droite Bürgerverband, voyait comme responsables des grèves les «agitateurs étrangers et intrigants de coulisse qui n'ont rien à voir avec les honnêtes travailleurs»[20]. Le journal radical *Der Freisinnige* déplorait «la dictature [...] exercée en permanence par les agitateurs étrangers sur les pacifiques travailleurs suisses»[21] et l'organe conservateur *Freitagszeitung* allait jusqu'à exprimer «le sentiment d'être soumis à une nouvelle forme de domination étrangère»[22].

En 1909, la comédie populaire *De Spenglerstreik* du journaliste et écrivain Ulrich Farner mettait en scène l'idée que la grève était anti-suisse. Selon cette pièce, la grève des plombiers zurichois de 1907 avait

15 Cf. Patrick Kury, *Über Fremde reden: Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz 1900–1945,* Zurich: Chronos, 2003; Rudolph Schlaepfer, *Die Ausländerfrage in der Schweiz vor dem Ersten Weltkrieg,* Zurich: Juris, 1969.

16 *Neue Zürcher Zeitung,* 22.9.1906.

17 *Zürcher Bauer,* 21.9.1906.

18 *Wochenblatt des Bezirkes Meilen,* 24.7.1906 et 28.7.1906; *Der Freisinnige,* 25.7.1906.

19 *Neue Zürcher Nachrichten,* 24.7.1906.

20 *Zürcher Volksblatt,* 21.7.1906.

21 *Der Freisinnige,* 18.7.1906.

22 *Freitagszeitung,* 17.8.1906.

été provoquée par un Allemand et seuls les plombiers suisses les plus faibles l'avaient soutenue[23]. Un an plus tard, les mêmes arguments se retrouveraient dans les débats politiques lors de la grande grève des ouvriers du bâtiment à Winterthur qui allait durer exactement une année et un jour. En mars 1910, par exemple, les patrons du bâtiment, bien qu'ils aient utilisé des briseurs de grève étrangers[24], tentèrent de faire une distinction entre les grévistes italiens et les ouvriers suisses prétendument opposés à la grève dans une lettre au Conseil municipal: «Si les grévistes ne veulent pas travailler, c'est leur affaire. Mais les travailleurs qui désirent continuer à travailler, pour l'heure en majorité des Suisses, veulent aussi pouvoir continuer à exercer leur métier librement et gagner leur pain quotidien sans demander l'aval du comité des grévistes italiens. [...] Il faut voir comment, jour après jour, la gare est assiégée, du premier au dernier train, par les Italiens qui veulent forcer les travailleurs à faire grève. Ils harcèlent ceux qui veulent travailler, les menacent d'être abattus, poignardés ou de se faire casser les os. Cette situation est insupportable aux yeux de tout homme libre.»[25] La presse bourgeoise ne s'en prenait pas qu'aux seuls concernés, mais elle critiquait aussi les étrangers se solidarisant avec les ouvriers en grève. En 1886, le *Stadtbote* se moquait des «souabes rouges» et des «nihilistes russes» participant à une assemblée de solidarité à Zurich[26], et la *Gazette de Lausanne,* pendant la grève générale de Genève de 1902, mentionnait «les inévitables étudiantes russes» participant à un meeting à Lausanne[27].

23 Ulrich Farner, *De Spenglerstreik: En Dialekt-Schwank in 1 Ufzug,* Zurich: Schweizer Druck- & Verlagshaus, 1909.

24 Cf. Christian Koller, «"Nur ein paar Lumpen die Ihren Judaslohn in Alkohol umsetzen": Streikbrecher vom Balkan in der Schweiz im frühen 20. Jahrhundert und ihre Wahrnehmung», *Ethnologia Balkanica* 13 (2009), pp. 91-105.

25 *Akten betr. den Streik der Maurer und Erdarbeiter in Winterthur 1909 und 1910,* Winterthur, 1910, pp. 32-33.

26 *Stadtbote*, 27.6.1886. Cf. sur cette grève Koller, *Streikkultur*, pp. 90-107.

27 *Gazette de Lausanne,* 13.10.1902. Cf. Pierre Corsier [Marc Vuilleumier], «En 1902 à Genève: Grève des tramelots, grève générale», *Almanach populaire romand* 1 (1954), pp. 92-99; du même, «Il y a un demi-siècle: Importance et signification de la grève générale de 1902 à Genève», *Socialisme* 10, n° 107 (1954), pp. 473-480; Marlyse Bachmann et Jocelyne Burgener, *Etude des grèves à Genève de 1885 à 1902,* mémoire de licence, Université de Genève, 1970, pp. 109-137; Charles Heimberg, *Pour une histoire sans trous de mémoire,* Genève: GSsA, 1992, pp. 23-30; Charles Philipona, «Le *Courrier* de Genève et la grève générale de 1902», in: Jean Batou et al., *Pour une histoire des gens sans histoire,* Lausanne: 1995, pp. 233-244; Koller, *Streikkultur*, pp. 118-131.

En 1906, la *Neue Zürcher Zeitung,* commentant le fait qu'un Italien ait pris la parole aux côtés de trois orateurs suisses lors d'un meeting de solidarité à Winterthur, trouvait cela «dur à avaler»[28]. Le même journal critiquait l'engagement de l'avocat juif David Farbstein, naturalisé sept ans auparavant, pour défendre des accusés devant le tribunal militaire après la grève qui avait eu lieu dans l'usine automobile Arbenz à Albisrieden. Il était d'avis que «dans des affaires touchant un point aussi sensible pour la nation que notre armée», il serait bon «de faire preuve d'une certaine retenue vis-à-vis des Suisses de fraîche date»[29].

Les théories du complot reprochaient aussi à la grève son caractère «anti-suisse»[30]. Pendant les grèves de la fin des années 1860, la cible essentielle des attaques était l'Association internationale des travailleurs qui était régulièrement accusée de conspiration contre la Suisse.

Selon la *Neue Zürcher Zeitung,* la fondation de l'Internationale avait été une tentative de la part des ouvriers anglais «d'empêcher leurs homologues sur le continent européen de se livrer à une concurrence qu'ils considéraient comme hostile à leur égard». C'était donc une erreur de penser que la grève du bâtiment genevois était un conflit entre ouvriers et patrons: «Cet événement préoccupant n'est qu'un vaste coup d'essai de la part de la société internationale européenne. Elle a choisi Genève parce que ce lieu lui semblait le seul qui soit capable de lui assurer une totale liberté d'action. Les comités étrangers se démènent depuis plusieurs mois déjà pour manigancer la crise qui vient d'éclater. [...] Le conflit entre patrons et travailleurs du bâtiment n'existe tout simplement pas. Il a été monté de toutes pièces, il s'agit d'une pure invention...»[31]

Le *Journal de Genève* a aussi parlé d'une «société étrangère dont le siège est à Londres et dont nous cherchons vainement la place normale dans nos institutions républicaines». Celle-ci opprimerait dans un accès d'«autorité dictatoriale» la liberté individuelle des ouvriers qui se seraient remis «pieds et poings liés entre les mains d'une association

28 *Neue Zürcher Zeitung,* 23.7.1906.

29 *Neue Zürcher Zeitung,* 22.9.1906.

30 On relèvera le fait que les théories du complot se retrouvaient parfois aussi dans les discours grévistes, cf. Christian Koller, «Coulissenschieber, Spitzelhunde und Dunkelmänner – Verschwörungstheorien im schweizerischen Streikdiskurs vor dem Ersten Weltkrieg», *Traverse* 11, n° 3 (2004), pp. 73-84.

31 *Neue Zürcher Zeitung,* 2.4.1868.

étrangère, pour devenir les serviteurs obéissants des hommes de Londres, de Bruxelles ou de Paris, et renoncer ainsi à la plus précieuse de nos prérogatives: le droit de penser par soi-même et de se décider en pleine connaissance de cause»[32]. Le journal radical bernois *Der Bund* parle à ce propos d'un «joug imposé par l'étranger» et exige une réaction énergique contre les «agissements despotiques de la société internationale dominante qui, à partir de Londres, nie et opprime les libertés individuelles»[33].

On retrouve des interprétations similaires dans des correspondances privées. Ainsi, le banquier genevois Louis Ador en 1868 écrit à François Bartholoni, président d'une compagnie de chemin de fer à Paris, à propos de la grève du bâtiment: «On a choisi Genève parce qu'il y règne une liberté illimitée et que le pouvoir y est désarmé. Les meneurs anglais et français très habiles et de la pire espèce de la Société internationale des ouvriers sont à Genève, ils y ont organisé une grève monstre qui fait trembler les moins timides. Car la vie et la fortune des citoyens paisibles va être à la merci de hordes d'ouvriers étrangers recrutés dans le bas-fonds de la société et qui vont manquer de tout parce qu'ils ne veulent plus travailler qu'à des conditions impossibles dictées par les meneurs»[34].

Les théories du complot subsistèrent même après la dissolution de la Première Internationale. En 1878, lors d'une grève des serruriers zurichois, la *Neue Zürcher Zeitung* a parlé d'«agitateurs professionnels venus de l'étranger» et «de provocateurs étrangers» et a allégué que les grévistes étaient financés par «la propagande anarchiste internationale» siégeant à Genève[35]. Le journal libéral, usant de la sémantique du «Kulturkampf», a aussi esquissé un scénario d'horreur selon lequel «la fière Zurich plierait sous le joug d'une ligue constituée d'étrangers et d'apatrides, qui, à l'instar des Jésuites, userait sans vergogne des libertés offertes par la République, du moins jusqu'à ce que celle-ci, reprenant

32 *Journal de Genève,* 24.3.1868 et 23.2.1868.

33 *Der Bund,* 31.3.1868 et 28.3.1868.

34 Cité par Marc Vuilleumier, «Quelques documents concernant l'attitude des milieux conservateurs genevois à l'égard de la première Internationale», in: *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au professeur Antony Babel,* vol. 2. Genève, 1963. pp. 231-250, ici p. 232-233.

35 *Neue Zürcher Zeitung,* 11.5.1886, 6.7.1886 et 24.5.1886.

le dessus, ne les anéantissent et remettent leur despotisme à sa juste place»[36].

Durant la même grève, l'agitateur antisocialiste Eduard Attenhofer se déchaîne dans le journal populiste *Stadtbote*, financé par le patriciat conservateur protestant de Zurich. Il va même jusqu'à évoquer une conspiration gréviste généralisée: «La grève, toujours la grève! A Chicago, à Milwaukee, à Bâle, à Berlin, à Saint-Gall ou à Zurich, tous, d'un coup, obéissent aux ordres du ‹Kommando› international. A Chicago, ces Messieurs les socialistes lancent des bombes, à Saint-Gall et à Bâle les mulots rouges venus de la grande Allemagne mendient et se plaignent, à Zurich, les serruriers et les tailleurs planifient d'imminents Saint-Lundi.»[37] A l'origine, selon Attenhofer, la grève est «un coup d'essai consciemment mis sur pied par une conspiration internationale. [...] Les travailleurs ne sont que des marionnettes dont les mains calleuses sont au repos contre leur volonté, aux ordres des terroristes qui les manipulent et qui portent pour la plupart des gants glacés et des lunettes en or. Les premiers pour protéger leurs mains qui ne sont pas habituées au travail, les dernières pour dissimuler leur regard de traître à la patrie»[38]. Après la grève générale de Genève en 1902, le *Journal de Genève* a également écrit «que ce mouvement prenait le caractère d'une mobilisation des éléments ouvriers pour servir des visées réellement révolutionnaires et tirer l'influence d'une excitation occulte, anarchiste et internationale qu'on constate du reste actuellement dans d'autre pays. On voulait donc tenter à bon marché, dans un petit pays libre, sans armée permanente, une vraie expérience révolutionnaire»[39].

Mais on ne se contentait pas de rendre responsables des grèves le socialisme et l'anarchisme internationalistes. Certains accusaient des groupes capitalistes étrangers de tirer les ficelles au détriment de l'économie suisse. En 1886, l'auteur d'une lettre de lecteur à la *Neue Zürcher Zeitung* soupçonnait «que les responsables de tels désordres [...] avaient pour but de miner les forces de travail de notre pays dans l'intérêt de l'étranger»[40]. En 1909, l'entrepreneur Eduard Sulzer-Ziegler

36 *Neue Zürcher Zeitung,* 21.2.1878.
37 *Der Stadbote,* 9.5.1886
38 *Der Stadtbote,* 16.5.1886.
39 *Journal de Genève,* 14.10.1902.
40 *Neue Zürcher Zeitung,* 28.7.1886.

de Winterthur dénonçait les grèves dans le bâtiment comme étant «une attaque contre notre porte-monnaie. Elles signifient seulement que le travailleur du bâtiment italien, obéissant à des ordres venus d'en haut, doit vendre sa force de travail le plus cher possible [...]». Ainsi, la Suisse «serait consciencieusement mise à sac en tant que nation» et deviendrait «tributaire de l'étranger»[41]. Et la *Gelbe Arbeiter-Zeitung,* journal d'un mouvement «jaune» éphémère, sur le modèle français[42], a expliqué la vague des grèves des années 1903 à 1907 par les machinations des spéculateurs juifs qui contrôlaient les journaux soi-disant socialistes et orchestraient des grèves afin de manipuler les cours de la bourse[43].

De plus, ceux qui soutenaient que la grève était un mouvement anti-suisse relevaient une prétendue incompatibilité entre la grève et le caractère républicain et démocratique de la Suisse. Lors des grèves du bâtiment à Genève dans les années 1868-1870, le *Journal de Genève* caractérisait déjà une assemblée des anti-grévistes comme étant «une imposante manifestation faite en faveur de la cause de l'ordre et de la liberté et des principes sur lesquels repose notre constitution républicaine»[44]. Celle-ci avait adopté une résolution qui affirmait que «nous craignons même pour notre indépendance nationale. Il n'y a que les autorités constitutionnelles qui aient le droit de donner dans notre pays des ordres obligatoires. Si le comité d'une société s'arroge un tel pouvoir, et crée, avec l'appui de l'étranger, un second gouvernement dans le pays, les citoyens ont le devoir sacré de résister de toutes leurs forces à ces menées»[45]. De la même manière, en 1906, les journaux bourgeois zurichois ont parlé d'une *«Landvogtei»* de l'union ouvrière, soutenant que les syndicats «relèvent de la haute trahison [...] De par

41 *Neues Winterthurer Tagblatt,* 12.6.1909.

42 Cf. George L. Mosse, «The French Right and the Working Classes: Les Jaunes», *Journal of Contemporary History* 7 (1972), pp. 185-208; F. Széll-Fröhlich, *Die Gelben: Geschichte der gelben Schutztruppe der Arbeitgeberverbände der Schweiz,* Berne: Verlag Schweiz. Metallarbeiter-Verband, 1913; Erich Gruner, «Die Arbeitgeberorganisationen – Spiegelbild oder Überbietung der Gewerkschaften?», in *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914: Soziale Lage, Organisation und Kämpfe von Arbeitern und Unternehmern, politische Organisationen und Sozialpolitik,* vol. II/2. Zurich, Chronos, 1988, pp. 813-836, ici pp. 829-836.

43 *Gelbe Arbeiter-Zeitung,* 1.3.1906.

44 *Journal de Genève,* 1.4.1869.

45 *Ibidem.*

leur composition ils sont anti-suisses, de par leurs buts et les moyens utilisés, ils sont contraires au droit et ennemis de l'Etat. Pour cette raison il ne faut pas les tolérer plus longtemps.» Ils ont également posé la question de savoir «si nous vivons encore dans une Suisse libre ou dans un Etat constitué de voleurs»[46].

De la grève générale à la défense nationale spirituelle

Après la Première Guerre mondiale et la grève générale de novembre 1918, le nombre des grèves en Suisse diminua considérablement en même temps que diminuait le nombre des ouvriers immigrés. De 1910 à 1941 la proportion d'étrangers en Suisse passait de 14,7% à 5,2%. Ces deux facteurs ont entraîné la disparition presque complète des attaques xénophobes dans les discours anti-grévistes.

Mais la notion de grève comme moyen anti-suisse ne disparaît pas pour autant, au contraire. Avec la Révolution d'Octobre, les théoriciens du complot au sujet des grèves tournent leurs yeux vers un nouveau point de fuite: Moscou. Pendant la première journée de la grève générale déjà, le 12 novembre 1918, le gouvernement fédéral suisse avait expulsé la mission soviétique de Berne[47]. Cette mesure allait ancrer dans la mémoire collective l'idée que la grève générale avait été «fomentée par Moscou»[48] et mise sur pieds par le «soviet d'Olten»[49]. Cependant, en Suisse romande, il existait encore une autre théorie du complot. Elle trouvait son origine dans le «fossé» qui pendant la Première Guerre mondiale avait séparé les diverses communautés linguistiques du pays selon des sympathies antagoniques pour les belligérants. En novembre 1918 déjà, la *Gazette de Lausanne* affirmait que des «émissaires venus d'outre-Rhin» et des «Allemands pur-sang (étaient) à la tête» de la grève

46 *Zürcher Volksblatt,* 14.8.1906 et 18.8.1906; *Wochenblatt des Bezirkes Meilen,* 24.7.1906.

47 Cf. Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918,* Zurich, Benziger, 1968, pp. 216-224; Peter Collmer, «Zwischen Selbstdefinition und internationaler Behauptung: Frühe bolschewistische Diplomatie am Beispiel der Sowjetmission in Bern (Mai bis Nov. 1918)», in L. Thomas et V. Knoll, eds., *Zwischen Tradition und Revolution: Determinanten und Strukturen sowjetischer Aussenpolitik 1917–1941,* Stuttgart, Steiner, 2000, pp. 225-283, ici pp. 274-276; du même, *Die Schweiz und das Russische Reich 1848–1919: Geschichte einer europäischen Verflechtung,* Zurich, Chronos, 2004, pp. 459-476.

48 *Gazette de Lausanne,* 26.10.1928.

49 *Journal de Genève,* 16.3.1920.

à Bâle. Ils avaient également qualifié la grève générale de «coup de force germano-bolchéviste[50]. Trois ans plus tard, le même journal affirmait que «[puisque] la grève générale de novembre 1918 a été déclenchée juste après l'armistice pour propager la contagion révolutionnaire en France et en Italie, on est obligé de conclure que l'action des chefs socialistes suisses pendant la guerre a eu pour effet de servir les intérêts de l'Allemagne impérialiste aux dépens des démocraties de l'Entente»[51].

L'opinion que la grève générale était le résultat d'une machination allemande ne devait guère influencer la culture politique suisse. En revanche, l'idée qu'il s'agissait d'une tentative révolutionnaire dirigée par la Russie devait rester populaire dans les cercles bourgeois jusque dans les années 60. Elle stigmatisait la grève politique, et plus généralement toute forme de grève, comme étant subversive, anti-démocratique et anti-suisse[52]. En 1928, la *Gazette de Lausanne,* par exemple, commémorait l'«anniversaire rouge» en alléguant : «En octobre 18, les émissaires bolchévistes et les chefs du socialisme suisse, fraternellement unis, s'occupaient à fanatiser les masses populaires.»[53] Et un carnet commémoratif militaire de 1937 décrivait ainsi le service actif à la fin de 1918: «Cette fois il s'agit aussi d'arrêter un ennemi intérieur destructeur. Des agitateurs irresponsables, pour la plupart d'origine étrangère travaillent habilement pour atteindre leur but qui est d'utiliser la Suisse comme base en vue d'organiser la bolchévisation de l'Europe. Les idées communistes se sont implantées, notamment dans les plus grandes de nos villes, et ont abouti à des actions dont le but est la destruction de l'ordre établi.»[54]

50 *Gazette de Lausanne,* 20.11.1918 et 27.11.1918.

51 *Gazette de Lausanne,* 5.4.1921.

52 Cf. Hans Ulrich Jost, «Der historische Stellenwert des Landesstreiks», in: Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918,* 3e éd., Zurich, Chronos, 1988, pp. I-XV; Christian Koller, «Die schweizerische ‹Grenzbesetzung 1914/18› als Erinnerungsort der ‹Geistigen Landesverteidigung›», in: H. J. W. Kuprian et O. Überegger, eds., *Der Erste Weltkrieg im Alpenraum: Erfahrung, Deutung, Erinnerung,* Innsbruck, Universitätsverlag Wagner, 2006, pp. 441-462. Pour le cas fribourgeois: Laurent Andrey, *La mémoire des «sombres journées de novembre 1918» à Fribourg: Monuments, rituels commémoratifs et perpétuation d'un mythe politico-militaire,* mémoire de licence, Univ. de Fribourg, 2002.

53 *Gazette de Lausanne,* 23.10.1928. Cf. aussi, par exemple, *ibid.,* 12.12.1918, 29.12.1924, 14.1.1925, 7.6.1927 et 29.11.1927.

54 *Erinnerungen des Füsilier-Bataillons 56 an die Grenzbesetzung 1914–1918,* Aarau, 1937, p. 65.

L'anti-bolchévisme dans les discours anti-grévistes se teintait parfois d'antisémitisme, reproduisant le stéréotype du «judéo-bolchévisme» qui était très populaire dans la bourgeoisie suisse de l'entre-deux-guerres[55]. Par exemple, en 1922, lors d'une grève touchant la Schweizerische Industriegesellschaft à Neuhausen, le directeur de l'usine d'armes alléguait que les fonctionnaires syndicaux recevaient leurs ordres directement des communistes juifs de Moscou[56].

Dix ans plus tard, lors d'une grève sauvage des chauffagistes zurichois soutenue par les communistes, la presse bourgeoise parlait d'«agitateurs moscovites», de «bande d'assassins communistes» et d'une «révolte communiste»[57]. Selon la *Neue Zürcher Zeitung,* les troubles constatés lors de cette grève étaient «le coup d'envoi des projets de révolution bolchévique»: «La nuit dernière les communistes zurichois se sont livrés à une répétition générale de leur programme de coup d'Etat révolutionnaire. [...] Dès la tombée de la nuit, les troupes d'assaut du camp bolchévique étaient mobilisées et se sont lancées à l'attaque sans tarder, menées par leur état-major général invisible, cantonné au ‹Sonne›, après qu'un orateur ait donné le signal sur la Helvetiaplatz. [...] On pourrait presque qualifier de militaire la tactique utilisée. La semence du communisme est en train de lever.»[58] Mais les syndicats critiquaient aussi le rôle des communistes dans cette grève. Le journal de la FOMH a allégué qu'il ne s'agissait «pas d'une grève, mais seulement d'une action communiste»[59] et l'union syndicale chrétienne de Zurich a assuré le

55 Cf. Kury, *Über Fremde reden,* pp. 144–147.

56 Cité par *Arbeiter-Zeitung,* 5.7.1922, et *Metallarbeiter-Zeitung,* 15.7.1922. Cf. sur cette grève Christian Koller, «Kriegs- oder Friedensgewinnler? Die Schweizerische Industrie-Gesellschaft Neuhausen, 1910–1925», in: Roman Rossfeld et Tobias Straumann, eds., *Der vergessene Wirtschaftskrieg: Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg,* Zurich, Chronos, 2008, pp. 225-257, ici pp. 254-256.

57 *Neue Zürcher Nachrichten,* 15.6.1932; *Züricher Post,* 16.6.1932; *Neue Zürcher Zeitung,* 16.6.1932. Cf. sur cette grève Josef Wandeler, *Die KPS und die Wirtschaftskämpfe 1930–1933: Bauarbeiterstreik Basel, Schuharbeiterstreik Brüttisellen, Heizungsmonteurstreik Zürich, Sanitärmonteurstreik Zürich,* Zurich: Verlag Reihe W, 1978, pp. 98-164; Steffen Lindig, *«Der Entscheid fällt an den Urnen»: Sozialdemokratie und Arbeiter im Roten Zürich 1928 bis 1938,* Zurich, Eco-Verlag, 1979, pp. 139-203; Rebekka Wyler, *«Ein Chefmonteur streikt doch nicht wie ein gewöhnlicher Prolet»: Der Streik der Zürcher Heizungsmonteure im Sommer 1932 als Arbeitskampf einer gespaltenen Gruppe von Arbeitern,* mémoire de licence, Université de Zurich, 2005; Koller, *Streikkultur,* pp. 344-376.

58 *Neue Zürcher Zeitung,* 16.6.1932.

59 *Metallarbeiterzeitung,* 25.6.1932.

Parlement fédéral du «soutien absolu, sincère et actif du peuple suisse respectueux de la Constitution et de ses élus dans sa lutte contre toute tyrannie matérialiste opposée aux valeurs nationales, qu'elle soit de gauche ou de droite»[60].

Il n'est donc pas surprenant que l'esprit de la défense nationale spirituelle ait débouché dans le domaine des relations industrielles sur la conclusion de l'accord de paix du travail dans la métallurgie en 1937. Il est certain que d'autres facteurs politiques, économiques et sociaux ont contribué à la genèse de cet accord, mais le fait de considérer la grève comme un mouvement anti-suisse a sans doute joué un rôle plus important qu'on ne le pensait jusqu'à présent. La haute estime vouée à la paix du travail est rapidement devenue un élément essentiel de la défense nationale spirituelle, renforçant en contrepartie la vision de la grève comme moyen anti-suisse. Giuseppe Motta, conseiller fédéral conservateur catholique, qualifiait cet accord de «Nouveau Convenant de Stans» et, en 1939, le document était présenté à l'Exposition nationale, dans un emplacement privilégié situé sur le *Höhenweg*, le chemin principal de cette exposition[61].

La recherche récente a mis en cause la vision traditionnelle de la défense nationale spirituelle comme idéologie monolithique en démontrant qu'elle abritait au moins deux tendances: l'une clairement de droite, antisocialiste, dont les partisans n'étaient pas opposés à une gestion autoritaire et même fascisante de l'Etat, tandis que l'autre, à la fois anticommuniste et antifasciste, visait à intégrer le mouvement ouvrier dans la communauté nationale[62]. La conception de la grève

60 Stadtarchiv Zürich VII 109, Schachtel 46 Nachlass Klöti, Eingabe der Christlichen Gewerkschafts-Vereinigung Zürich und Umgebung an die Bundesversammlung, 21.6.1932.

61 Cf. Hermann Häberlin, «Das Friedensabkommen in der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie vom 19. Juli 1937», in *Das Friedensabkommen in der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie vom 19. Juli 1937: Ernst Dübi, 1884–1947 / Konrad Ilg, 1877–1954,* Zurich: Verein für wirtschaftshistorische Studien, 1965, pp. 9-25, ici p. 9; Kurt Humbel, *Treu und Glauben: Entstehung und Geschichte des Friedensabkommens in der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie,* Berne: Partnerschaftsfonds der Maschinen- und Metallindustrie, 1987, p. 59; *Journal de Genève*, 5.9.1967.

62 Cf. Josef Mooser, «Die ‹Geistige Landesverteidigung› in den 1930er Jahren: Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit», *Revue Suisse d'Histoire* 47 (1997), pp. 685-708; Ursula Amrein, *«Los von Berlin!»: Die Literatur- und Theaterpolitik der Schweiz und das «Dritte Reich»,* Zurich: Chronos, 2004; Christian Koller, «"Welch einmalige

comme mouvement anti-suisse se retrouvait, du moins implicitement, dans les deux tendances, avec toutefois des différences qui apparaissent dans deux films emblématiques de l'époque. Le film de propagande *La Peste Rouge,* produit en 1938 par l'Action contre le communisme (parrainée par l'ancien conseiller fédéral conservateur catholique Jean-Marie Musy), présentait tous les conflits sociaux depuis la Première Guerre mondiale, y compris la grève générale suisse et la guerre civile espagnole, comme faisant partie d'une conspiration judéo-bolchévique globale dirigée depuis le Kremlin[63]. Par contre, le film *Le Fusilier Wipf,* réalisé par Leopold Lindberg et Herrmann Haller en 1938, représentant une tendance plus consensuelle de la défense nationale spirituelle, préférait passer sous silence le fait qu'une grève générale avait eu lieu en Suisse à la fin de la Première Guerre mondiale. Le film, qui raconte le vécu d'un coiffeur assistant dans l'armée suisse, eut un énorme succès auprès du public. Il se terminait sur une scène patriotique du Premier Août 1918, laissant les événements de novembre de côté[64].

Pendant la guerre froide

A la fin de la Seconde Guerre mondiale et lors de l'effondrement du communisme en Europe, le nombre des grèves en Suisse a de nouveau diminué considérablement. Elles n'ont toutefois pas disparu, ni les discours les concernant. Dans l'immédiat après-guerre, de 1945 à 1948, la Suisse a même été traversée par une grande vague de conflits

Gelegenheit, unter dem Deckmantel des Sports seine wahren Gefühle zu zeigen": Sport in der schweizerischen ‹Geistigen Landesverteidigung›», *SportZeiten* 9, no. 1 (2009), pp. 7-32.

63 Cf. sur ce film Roland Cosandey, «Cinéma politique suisse 1930–1938: Un coin du puzzle, à droite», *Etudes et sources* 20 (1994), pp. 143-217, ici pp. 173-213; du même, «Du bon usage du patrimoine cinématographique en Suisse», *Etudes et sources* 23 (1997), pp. 225-290, ici pp. 256-269; Bruno Jaeggi et al., «Die Rote Pest: Antikommunismus in der Schweiz», *Film – Kritisches Filmmagazin* 1 (1975), pp. 49-86; Werner Wider, *Der Schweizer Film 1929–1964: Die Schweiz als Ritual,* vol. 1, Zurich, Limmat, 1981, pp. 146-165.

64 Cf. sur ce film Wider, *Schweizer Film,* pp. 185–200; Peter Neumann, *Der Spielfilm als historische Quelle: Mit einer Analyse von «Füsilier Wipf»,* Zurich, Selbstverlag, 1986, pp. 168-186.

sociaux[65]. C'est seulement à la fin des années 40 que la paix du travail a joué un rôle prépondérant dans les relations industrielles en Suisse, même s'il y a eu plusieurs grèves pendant l'âge d'or du keynésianisme jusqu'à la crise du milieu des années 70, avec notamment la grande grève des plâtriers zurichois de 1963 et plusieurs grèves sauvages à la fin des années 60 et au début des années 70[66]. La crise économique du milieu des années 70 a provoqué une petite vague de grèves en Suisse romande avec des conflits sociaux dans les entreprises Burger & Jacobi en 1974 et Bulova-Watch, Matisa et Dubied en 1976[67]. Durant la période allant de la fin des années 70 jusqu'au début de l'offensive néo-libérale des années 90, il y eut très peu de grèves en Suisse.

Les discours anti-grévistes de la période de la Guerre froide ont été adaptés à la nouvelle situation de l'après-guerre sans qu'il fût nécessaire d'en changer profondément les éléments xénophobes. L'anti-communisme virulent de la deuxième défense nationale spirituelle et

65 Cf. Rita Schiavi et Ruedi Brassel: «Kämpfend in den Arbeitsfrieden: Zur Streikwelle der unmittelbaren Nachkriegszeit», in Bernard Degen et al., eds., *Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos: Gewerkschaftspolitik und Kampf um Arbeit – Geschichte, Krise, Perspektiven,* Zurich, Widerspruch, 1987. pp. 57-69; René Lévy et Laurent Duvanel, *Politique en rase-mottes: Mouvements eet contestation suisses, 1945-1978,* Lausanne, Réalités sociales, 1984, pp. 37-59; Michael Müller, *Nicht Gnade, sondern Recht! Der Zofinger Chemiearbeiterstreik von 1946,* mémoire de licence, Université de Berne, 1996; Valérie Borloz, *Deux grèves majeures dans le bâtiment en Suisse romande, 1945–1946: Réflexions autour de la Paix du travail,* mémoire de licence, Université de Lausanne, 2006; Thomas Gerlach, *Ideologie und Organisation: Arbeitgeberverband und Gewerkschaften in der Schweizer Textilindustrie 1935 bis 1955: Eine Studie zur Logik kollektiven Handelns,* Stuttgart, Klett-Cotta, 1995, pp. 386-480; Ruedi Brassel et Markus Haefliger, «Gstreikt und gstrickt: Vor 40 Jahren gewannen die Schappe-Arbeiterinnen den ersten grossen Streik nach Kriegsende – Ein Stück Schweizer Sozialgeschichte», *Basler Magazin* 28 (1985), pp. 6-7; Koller, *Streikkultur*, pp. 426-444.

66 Cf. Moritz Spillmann, *Fremdarbeiter – wilde Streiks – Gewerkschaften: Die wilden Fremdarbeiterstreiks in der Schweiz der frühen 1970er Jahre und ihr Einfluss auf die Gewerkschaftspolitik – oder: vom verlorenen Vertrauen in das helvetische Selbstverständnis,* mémoire de licence, Université de Zurich, 2005.

67 Cf. Angelus Eisinger, *«Die dynamische Kraft des Fortschritts»: Gewerkschaftliche Politik zwischen Friedensabkommen, sozioökonomischem Wandel und technischem Fortschritt: Der schweizerische Metall- und Uhrenarbeiterverband (SMUV) 1952–1985,* Zurich, Chronos 1996, pp. 198-205; Christian Koller, «Grève, partenariat social et participation: Moyens d'action syndicaux: de l'opposition à la complémentarité» in: *Voies multiples, but unique: Regard sur le syndicat FTMH 1970–2000,* Lausanne, Payot, 2004, pp. 47-58.

la reprise des discours sur «l'emprise étrangère», auxquels s'ajoutait le rôle prépondérant joué par la paix du travail, ont remis au goût du jour la conception de la grève comme action «anti-suisse», à la fois dans les milieux bourgeois et chez les élites syndicales.

En septembre 1945 déjà, la *Gazette de Lausanne* publiait un long article intitulé «Quelques détails sur les menées communistes en Suisse» qui citait une lettre de Léon Nicole, président du Parti du Travail (PdT) et correspondant de l'agence de presse soviétique TASS, à la *Pravda* à propos des grèves en Suisse. Il en ressortait que, non seulement le PdT mais aussi les grèves se trouvaient dirigées «sous l'inspiration d'une idéologie étrangère et avec l'appui de l'étranger»[68]. D'autres médias bourgeois, commentant la vague de grèves de l'immédiat après-guerre insistaient aussi sur le prétendu rôle crucial joué par les communistes et «Moscou»[69]. En 1948, un mois après le coup d'état de Prague, le *Journal de Genève* a prévenu: «Nous savons que chaque grève, chaque trouble social, est utilisé par nos communistes pour saper un peu plus nos institutions. Nous avons à Genève une cinquième colonne [...]. En effet [...], nous ne pouvons permettre à certains chefs communistes, confortablement installés en Suisse, de mener une activité d'espions et de saboteurs au profit d'une puissance étrangère qui veut dominer l'Europe et dont le champ d'action se rapproche tous les jours de nos frontières.»[70]

En 1950, en Autriche, la «grève d'octobre» est ressentie dans la mémoire collective de la Deuxième République comme une tentative de coup d'Etat orchestré par l'URSS[71]. En Suisse, en revanche, les théories

68 *Gazette de Lausanne,* 25.9.1945.

69 Cf. par exemple *Basler Nachrichten,* 20.4.1947; *Hoch- und Tiefbau,* 10.5.1947; Walter Roth, «Streiks heute und gestern», *Schweizer Monatshefte für Politik, Wirtschaft, Kultur* 26 (1946/47), pp. 615-624, ici p. 616.

70 *Journal de Genève,* 24.3.1948.

71 Cf. sur cette grève et sa perception: Ronald Gruber, *Der Massenstreik gegen das 4. Lohn-Preisabkommen im September/Oktober 1950,* thèse de doctorat, Université de Vienne, 1975; Karl Schlögl, *Der Oktoberstreik 1950: Die Entwicklung Österreichs und die Auswirkungen der Streikbewegung auf die österreichische Innenpolitik,* mémoire de diplôme, Université de Vienne, 1991; Friedrich Wagner, *Der Streik vom September/Oktober 1950: Unter besonderer Berücksichtigung der Linzer Ereignisse,* mémoire de diplôme, Université de Linz, 1982; Ronald Gruber et Manfred Hörzinger: ... *bis der Preistreiberpakt fällt: Der Massenstreik der österreichischen Arbeiter im September/Oktober 1950,* Vienne: A. Wieser, 1975; Michael Ludwig et al., eds., *Der Oktoberstreik 1950: Ein Wendepunkt*

du complot s'appuient sur des évènements passés ou à venir. L'idée que les bolcheviques étaient à l'origine de la grève générale de 1918 restait populaire dans les milieux bourgeois des années 50 et 60[72]. Elle était même appuyée par l'historiographie universitaire malgré le manque de preuves documentaires. Edgar Bonjour, dans son histoire de la neutralité suisse, a expliqué en 1965 que «la sentence des juristes, suivant laquelle *‹quod non est in actis non est in mundo›,* n'est pas recevable pour l'historien. Celui-ci, examinant divers rapports et leurs sources, constate l'existence très probable de rapports étroits entre l'activité de la mission soviétique et celle des révolutionnaires suisses, même si la décision de faire grève prise par le comité d'action d'Olten l'a été indépendamment de la Mission russe»[73]. Ce n'est que trois ans plus tard que Willi Gautschi a réfuté ce qu'il appelait «la thèse du complot», estimant «insuffisants les indices sur lesquels repose cette analyse»[74]. Au cours de la même année, la *Gazette de Lausanne* a rappelé à ses lecteurs «que la grève de 1918 a été menée, en partie, par des ouvriers allemands, membres des syndicats suisses»[75]. L'idée que la grève faisait partie d'un complot à venir se retrouve dans le manuel de défense civile, distribué par le Département fédéral de justice et police à la population suisse toute entière en 1969

der Zweiten Republik, Vienne: Picus, 1991; Helmut Konrad, «Kein Putsch: Legendenkehraus zum Oktoberstreik 1950», *Neues Forum* 24, 286 (1977), pp. 39-43; Reinhard Meier-Walser, *Der Streikputsch der KP Österreichs und seine internationalen Hintergründe: Die kommunistischen Streikaktionen vom September/Oktober 1950 im besetzten Österreich vor dem Hintergrund der sowjetischen Machtexpansion in Osteuropa nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges,* Munich, Tuduv, 1986; Günter Bischof, «Austria looks to the West›: Kommunistische Putschgefahr, geheime Wiederbewaffnung und Westorientierung am Anfang der fünfziger Jahre», in Thomas Albrich et al., eds., *Österreich in den Fünfzigern,* Innsbruck/Vienne, Österreichischer Studienverlag, 1995, pp. 183-209; Jill Lewis, «Austria 1950: Strikes, ‹Putsch› and their Political Context», *European History Quarterly* 30 (2000), pp. 533-552; Koller, *Streikkultur*, pp. 472-505.

72 Cf. par exemple *Gazette de Lausanne,* 11.11.1963.

73 Edgar Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität,* vol. 2, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1965, p. 695.

74 Gautschi, *Landesstreik*, p. 171. L'ouverture des archives russes dans les années 90 n'a produit aucune preuve en faveur de la thèse du complot non plus (cf. Collmer, «Zwischen Selbstdefinition und internationaler Behauptung», pp. 281-282).

75 *Gazette de Lausanne,* 7.7.1968.

et appuyé par un comité auxiliaire (dont faisait partie Ernst Wüthrich)[76]. Le chapitre sur la «deuxième forme de la guerre» esquissait le scénario d'une conquête de la Suisse par une force étrangère au moyen d'une guerre économique, dont feraient partie des grèves soutenues par un parti politique soi-disant progressiste et pacifiste, mais qui était en réalité la cinquième colonne de l'agresseur. Dans cette situation, la seule alternative possible pour les syndicats était, selon le manuel, de renoncer à toute grève[77].

A côté des théories du complot, les attaques contre la grève (ou d'autres formes de conflits sociaux) que l'on considérait comme un moyen d'action «anti-suisse» et les discours sur la participation d'étrangers aux grèves en Suisse persistèrent durant la Guerre froide. Quand, en 1947, des ouvriers du bâtiment en Suisse romande pratiquèrent la grève perlée, les journaux bourgeois et patronaux ne tardèrent pas à qualifier d'importation étrangère cette méthode, qui n'était pourtant pas nouvelle en Suisse[78]. Le journal des patrons du bâtiment traitait les grévistes de «vandales s'attaquant à la culture helvétique du travail» et désignait la grève perlée comme «une des pires formes de conflit social» : «C'est un procédé trompeur, qui sape l'estime de soi des travailleurs et, avec le temps, les dépouille de leur dignité. Le travailleur suisse conscient de sa valeur sur le plan professionnel le juge indigne de lui.»[79]

76 Cf. sur le manuel de défense civile Rolf Löffler, «Zivilverteidigung – die Entstehungsgeschichte des ‹roten Büchleins›», *Revue Suisse d'Histoire* 54 (2004), pp. 173-187, et Francesca Höchner, «Zivilverteidigung – ein Normenbuch für die Schweiz», *ibid.*, pp. 188-203; Manfred Schenk, *Zivilverteidigung: Das Bild der schweizerischen Gesellschaft im Zivilverteidigungsbuch von 1969*, mémoire de licence, Université de Zurich, 2007.

77 Albert Bachmann et Georges Grosjean, *Défense civile,* trad. par Maurice Zermatten, Aarau, Miles-Verlag, 1969, pp. 252-261.

78 Cf. par exemple Rudolf Vetterli, «Arbeitsalltag, Konflikt und Arbeiterbewegung in einem Grossunternehmen», in: *Arbeitsalltag und Betriebsleben: Zur Geschichte industrieller Arbeits- und Lebensverhältnisse in der Schweiz,* Diessenhofen, Rüegger, 1981. pp. 269-314, ici p. 283; Christian Koller, «Ladehemmungen – Streiks in der schweizerischen Rüstungsindustrie in den beiden Weltkriegen», in: Sébastien Guex et al., eds., *Economie de guerre et guerres économiques,* Zurich, Chronos, 2008, pp. 213-229, ici p. 215; du même, «Kriegs- oder Friedensgewinnler», p. 251.

79 *Hoch- und Tiefbau,* 5.7.1947. Cf. aussi *Neue Zürcher Zeitung,* 24.7.1947.

Dans les années 60 et 70, avec l'augmentation de la xénophobie, la participation des ouvriers immigrés aux grèves sauvages se trouvait au premier rang dans les discussions qui se tenaient au sein des milieux bourgeois, mais aussi syndicalistes. Par exemple, la grève des plâtriers à Zurich en 1963 qui allait durer quinze semaines était commentée ainsi dans un article du *Journal de Genève* intitulé «Les étrangers posent de plus en plus de problèmes au canton de Zurich»: on notera «l'influence décisive des Italiens dans la prise de position actuelle des ouvriers et manoeuvres plâtriers. Invités par un syndicaliste tessinois, les ouvriers italiens ont voté en bloc en faveur de la grève qui dure maintenant depuis un mois.»[80]

Même un syndicat aussi important que la FOMH, et notamment son président Ernst Wüthrich, ont critiqué la participation des Italiens à plusieurs grèves. Wüthrich, qui par ailleurs comme conseiller national défendait également sur la scène parlementaire une limitation de l'immigration, pouvait écrire en 1963 dans son discours pour le 75e anniversaire de la FOMH: «des Italiens [...] se laissent facilement entraîner par des agitateurs à des grèves ‹spontanées› et l'on doit craindre que cette tactique ne fasse école parmi tous les ressortissants étrangers [...]. Il faudrait [...] pour résoudre ce problème posé par l'immigration [...] limiter strictement le nombre d'étrangers et, d'autre part, mettre tout en œuvre pour l'assimilation de ceux qui ont le désir de rester en Suisse.»[81] Le rapport annuel de la FOMH pour 1963 parlait même «d'actions subversives mené par les communistes au sein des syndicats» ainsi que d'une «opération de démolition commanditée depuis l'étranger». Il constatait également que «les travailleurs étrangers [...] ont en général une tout autre conception du rôle des syndicats. [...] Les travailleurs qui sont pour la plupart indifférents à la politique se laissent relativement facilement influencer par leurs compatriotes formés à la politique. Il n'est donc pas étonnant que les grèves sauvages organisées par les Italiens se soient multipliées massivement ces derniers temps.»[82]

80 *Journal de Genève,* 9.5.1963.
81 Cité par le *Journal de Genève,* 1.10.1963.
82 SMUV: *Geschäftsbericht 1963,* pp. 47-48, cité par Urs Zuppinger, «Die zerbrochene Solidarität: Zur gewerkschaftlichen Ausländerpolitik der Nachkriegsjahre», in: Degen et al., eds., *Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos, op. cit.*, pp. 71-81, ici p. 74.

L'augmentation du nombre des grèves sauvages, qui mobilisaient souvent une forte proportion d'ouvriers italiens et espagnols, de la fin des années 60 jusqu'au milieu des années 70, en plein débat sur l'initiative Schwarzenbach, influençait de manière contradictoire les discours anti-grévistes. D'un côté, on reprenait l'argument de la grève comme phénomène «anti-suisse» mais, de l'autre, on redoutait que cette manifestation de xénophobie n'apporte de l'eau au moulin de l'initiative Schwarzenbach qui était officiellement rejetée par les grands partis politiques, les associations patronales et les syndicats.

En 1970, après des grèves sauvages à Genève et à Stabio, une partie de la presse bourgeoise alémanique soupçonnait qu'il s'agissait d'actions politiques, guidées et financées de l'étranger et visant à abroger la paix du travail[83]. La presse bourgeoise romande, en revanche, se contentait souvent de mentionner le fait que les grévistes étaient des étrangers[84], et parfois elle exprimait même quelque sympathie pour les saisonniers qui faisaient grève pour protester contre leurs conditions inhumaines de logement. Le *Journal de Genève* a commenté la grève des ouvriers espagnols chez Murer SA en 1970 avec une certaine bienveillance tout en se montrant ouvertement anti-gréviste: «Les grévistes sont en colère et il semble qu'ils ont raison de l'être, même si le principe de la grève n'est pas admis en Suisse, quand on a vu les baraquements dans lesquels ils logent.»[85]

L'année suivante, le même journal considérait que les grèves étaient un signe «de la difficulté qu'éprouvent les ouvriers étrangers à s'adapter aux règles du jeu suisse»[86]. Après la grève chez Verntissa à Genève, le comité central de la FOMH se distança «de ces méthodes importées de l'étranger au mépris des engagements signés»[87]. On fit également remarquer, lors des débats sur la révision des statuts de ce syndicat, que «des grèves organisées récemment à Genève montrent nettement que les travailleurs étrangers ne comprennent pas notre politique contractuelle»[88].

83 Cf. Spillmann, *Fremdarbeiter*, p. 122.
84 Cf. *Journal de Genève,* 11.4.1970, 13.4.1970, 15.4.1970, 4.3.1971, 6.3.1971, 28.10.1971, 25.2.1972 et 14.5.1975.
85 *Journal de Genève,* 10.4.1970. Cf. aussi *Gazette de Lausanne,* 18.4.1970 et 24.4.1970.
86 *Journal de Genève,* 12.3.1971.
87 *SMUV-Zeitung,* 10.3.1971.
88 Cité par Spillmann, *Fremdarbeiter*, p. 105.

Le conseiller fédéral radical Ernst Brugger, dans un discours prononcé à Genève, expliquait que les grèves sauvages des ouvriers immigrés et le résultat sans équivoque de l'initiative Schwarzenbach étaient le signe d'une détérioration des rapports entre les Suisses et les étrangers: «Le scrutin du 7 juin 1970, la nouvelle initiative contre la surpopulation étrangère, les grèves qui ont éclaté ici à Genève et les passions qu'ont déchaînées les revendications des syndicats italiens sont autant de signaux d'alarme que nous ferions bien de prendre au sérieux.»[89]

Dans les années 1974 à 1976, la xénophobie a disparu des discours sur les grèves, la majorité des grévistes étant des Suisses. Cependant, lors de la grève chez Dubied en 1976, la *Neue Zürcher Zeitung* n'a pas hésité à affirmer qu'une partie des groupes de la Nouvelle Gauche qui soutenaient les grévistes venait de France[90].

Conclusion

En résumé, on constate que la grève est constamment considérée comme un moyen d'action «anti-suisse» dans les discours des anti-grévistes tout au long des XIXe et XXe siècles. Ce point de vue restrictif était surtout représenté dans les journaux libéraux et conservateurs et ceux qui le soutenaient évitaient de se prononcer sur les enjeux concrets de ces manifestations. La xénophobie vis-à-vis des travailleurs immigrés en grève et des leaders du mouvement ouvrier d'origine étrangère, tout comme les théories du complot visant à ruiner l'économie et la démocratie suisse au moyen de grèves prétendues inconciliables avec les valeurs patriotiques, républicaines et démocratiques de la Suisse, constituaient l'essentiel des arguments qui revenaient sans cesse jusqu'à la conclusion de la paix du travail.

On notera également que la xénophobie qui était très présente avant la Première Guerre mondiale a pratiquement disparu des discours pendant l'entre-deux-guerres, faute de grévistes étrangers. En revanche, la théorie du complot qui était évoquée de manière plutôt vague avant la Première Guerre mondiale passa au premier plan après la révolution russe. Avec l'intégration partielle du mouvement ouvrier dans l'Etat

89 *Journal de Genève,* 6.5.1971.
90 *Neue Zürcher Zeitung,* 31.8.1976.

bourgeois[91], une partie de l'élite syndicale anticommuniste commença à produire les mêmes discours que ses opposants, ouvrant ainsi la voie à l'accord de paix du travail de 1937 qui a été conclu dans l'atmosphère de la défense nationale spirituelle, c'est-à-dire à une époque où l'on admettait généralement la notion que la grève contredisait les valeurs patriotiques, républicaines et démocratiques de la Suisse. La paix du travail, qui ne devait se concrétiser que dans les années 50, devenait donc un élément important de la culture politique suisse. L'idée que la grève était un moyen d'action anti-suisse, très répandue dans les cercles bourgeois jusque dans les années 20, se généralisait. Après la guerre, l'anticommunisme continua d'alimenter les discours anti-grévistes. La xénophobie au contraire perdit du terrain bien que le nombre des ouvriers étrangers eût à nouveau augmenté : les journaux bourgeois et patronaux craignaient d'apporter indirectement de l'eau au moulin de l'initiative Schwarzenbach qu'ils ne voulaient pas soutenir pour des raisons économiques. Il fallut attendre la fin de la Guerre froide et l'offensive néolibérale pour que disparaisse l'idée que la grève était un moyen d'action «anti-suisse» et qu'elle retrouve la faveur des élites syndicales.

91 Cf. Bernard Degen, *Abschied vom Klassenkampf: Die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise,* Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1991.